

Table des matières

Introduction	1
§1 – Le problème de la compétence internationale : de la proximité aux considérations substantielles	4
§2 – Démarche d’une étude des considérations substantielles dans l’organisation de la compétence internationale	15
Partie 1 : L’insuffisance d’une conception de la compétence internationale fondée sur la proximité.....	28
Titre 1 – La conception proximiste de la compétence internationale	29
Chapitre I – Une approche fonctionnelle de la compétence internationale	30
Section 1 – L’analyse fonctionnelle de la compétence internationale chez Von Mehren.....	32
§1 – L’analyse fonctionnelle de la compétence internationale dans les travaux de Von Mehren	34
I. Les « trois théories » de Von Mehren.....	34
II. L’historiographie de la compétence internationale selon Von Mehren.....	43
§2 – Les limites méthodologiques de l’analyse de Von Mehren.....	45
Section 2 – L’analyse fonctionnelle de la compétence internationale dans la doctrine française ...	50
§1 – L’analyse fonctionnelle des règles de compétence internationale avant les arrêts <i>Patino</i> et <i>Scheffel</i>	54
I. La réglementation de la compétence internationale avant 1804.....	54
II. La réglementation de la compétence internationale après 1804.....	61
A. La persistance de solutions anciennes	62
B. Les aménagements de la doctrine du juge naturel.....	66
C. Le débordement de la doctrine du juge naturel	69
§2 – L’analyse fonctionnelle au sein de la conception privatiste de la compétence internationale	80
Conclusion du Chapitre I.....	87
Chapitre II – L’emprise du principe de proximité sur l’organisation de la compétence internationale	91
Section 1 – La description : contenu et intervention du principe de proximité dans les règles de compétence internationale	92
§1 – La description du principe : la proximité par la localisation géographique	93
§2 – Le principe comme description : manifestation de la proximité en droit positif.....	97
I. Les manifestations du principe de proximité dans le règlement de la compétence directe.....	97

II. La manifestation du principe de proximité dans le règlement de la compétence indirecte.....	110
Section 2 – La prescription : la satisfaction par le principe de proximité des objectifs de la règle de compétence.....	111
§1 – L’objectif de limitation de l’étendue de la compétence internationale dans une perspective internationaliste	113
§2 – L’objectif d’attribution légitime du contrôle normatif dans une perspective conflictualiste	120
I. Le principe de proximité dans le rattachement conflictuel en matière délictuelle	120
II. La différence de fonction entre la règle de compétence internationale et la règle de conflit de lois	126
III. Le recours à la proximité pour limiter le contrôle normatif.....	128
A. L’absence de neutralité substantielle de la règle de compétence internationale ...	128
B. La discipline de l’effet de rattachement par l’exigence de proximité.....	132
§3 – L’objectif de limitation de l’étendue de la compétence internationale dans une perspective privatiste	136
I. L’objectif de « bonne justice procédurale de droit privé » pour organiser la compétence	137
A. Caractère non pertinent du principe d’égalité des armes.....	140
B. Intervention ponctuelle du droit d’accès au juge.....	142
C. La référence au droit général au procès équitable.....	144
II. Le recours aux considérations de bonne administration de la justice	147
A. La notion de bonne administration de la justice.....	148
B. L’intervention de la bonne administration de la justice dans les règles de compétence internationale.....	154
1) La bonne administration de la justice en droit commun de la compétence internationale	154
2) La bonne administration de la justice en droit européen de la compétence internationale	156
Section 3 – L’indécision sur le niveau de proximité exigé.....	159
§1 – La variabilité du niveau de la proximité exigée selon la justification envisagée	159
§2 – L’inefficacité de la critique proximiste des chefs de compétence exorbitants	163
Conclusion du Chapitre II et du Titre I.....	173
Titre 2 – Les carences de la conception proximiste de la compétence	175
Chapitre I – L’indifférence de l’efficacité probatoire	176
Section 1 – Le véritable domaine de la proximité dans l’organisation de la compétence internationale directe.....	177
§1 – L’insuffisance de la proximité à justifier les prorogations volontaires de compétence	177
§2 – L’insuffisance de la proximité à justifier les compétences dérivées	178

I.	Identification des compétences dérivées.....	181
II.	Rôle de la proximité dans les compétences dérivées.....	186
Section 2 –	La contestation du rôle de l’efficacité probatoire dans l’organisation de la compétence directe	192
§1 –	Le caractère contestable du lien entre efficacité probatoire et compétence au fond.....	193
I.	Difficultés fondamentales de la référence à l’efficacité probatoire	195
A.	Une contestation de la légitimité de l’efficacité probatoire pour fonder le <i>forum delicti commissi</i>	195
B.	L’absence d’absolutisme proximiste dans le <i>forum delicti commissi</i>	198
II.	Difficultés contemporaines	200
§2 –	L’inutilité de la proximité pour assurer l’efficacité probatoire	202
I.	L’établissement judiciaire de la preuve dans les contentieux internationaux.....	203
II.	La légalité de l’administration extraterritoriale de la preuve en matière internationale	
	210	
A.	Domaine et régime des mécanismes de coopération.....	211
B.	Légalité internationale des mesures extraterritoriales d’instruction hors coopération	225
III.	L’efficacité de l’administration judiciaire de la preuve dans les contentieux internationaux	235
Conclusion du Chapitre I.....		238
Chapitre II –	La critique du rôle de la proximité dans la prévisibilité.....	240
Section Préliminaire –	Dépasser la contradiction fondamentale dans la notion de prévisibilité .	242
§1 –	Une contradiction fondamentale	242
§2 –	La proposition de distinction entre deux formes de prévisibilité.....	244
I.	La prévisibilité formelle et post-normative	246
II.	La prévisibilité matérielle et pré-normative.....	251
§3 –	La confusion entre les deux prévisibilités dans le système de Bruxelles.....	256
Section 1 –	La diversité des relations entre les prévisibilités et la proximité dans le système de Bruxelles	266
§1 –	Unité de la prévisibilité matérielle et pré-normative et de la proximité.....	267
I.	La proximité comme base à la prévisibilité matérielle et pré-normative.....	267
II.	L’instrumentalisation de la proximité au service de la prévisibilité pré-normative...	269
§2 –	Conflit entre la conception formelle et post-normative de la prévisibilité et la proximité	272
I.	Le conflit : la prohibition de la modulation proximiste de la compétence sur le fondement de la prévisibilité formelle et post-normative	273
II.	L’évitement du conflit.....	279
Section 2 –	Les doutes sur la pertinence de la proximité dans l’élaboration des prévisions pré-normatives des parties	280

§1 – Problèmes fondamentaux de la prévisibilité en matière délictuelle.....	281
§2 – Difficultés posées par la prévisibilité comme fondement à la compétence internationale dans le système de Bruxelles	285
Conclusion du Chapitre II	295
Chapitre III – L’instrumentalisation de la localisation territoriale.....	296
Section 1 – L’instrumentalisation traditionnelle de la localisation territoriale.....	297
§1 – Complexité inhérente à la localisation du rapport de responsabilité civile.....	297
§2 – Solutions traditionnelles instrumentalisant la localisation.....	300
I. L’hypothèse du délit complexe à dommage monolocalisé	302
II. L’hypothèse du délit complexe à dommages plurilocalisés	303
III. L’hypothèse du délit à dommage continu	306
§3 – La fongibilité des éléments du rapport de responsabilité	312
I. Du point de vue de l’identification des éléments pertinents du rapport de responsabilité.....	312
II. Du point de vue de la causalité	318
Section 2 – La proximité à l’épreuve de l’immatérialité.....	323
§1 – La proximité à l’épreuve des délits économiques	326
I. La localisation des délits financiers	327
II. La localisation des pratiques anti-concurrentielles.....	340
§2 – La proximité à l’épreuve des cyber-délits.....	343
I. Les délits de presse, matrice de l’appréhension de l’immatérialité par la règle de compétence	343
II. L’incapacité de la localisation territoriale à dicter les rattachements dans les cyber- délits.....	349
A. L’identification et localisation de l’événement causal dans les cyber-délits	352
B. L’identification et la localisation du dommage dans les cyberdélits	354
1) Le débat en droit national entre accessibilité et focalisation	354
2) Le choix de la Cour de justice en faveur de l’accessibilité.....	364
a) Le choix de l’accessibilité pour les atteintes aux droits de la personnalité sur internet.....	364
b) Le choix de l’accessibilité pour les contrefaçons de marque sur internet	366
c) Le choix de l’accessibilité pour les atteintes au droit d’auteur sur internet....	369
d) Vers une accessibilité qualifiée	373
3) Le dépassement de l’opposition entre focalisation et accessibilité	376
C. Le délaissement du cadre strictement localisateur	380
Conclusion du Chapitre III et du Titre II	382
Conclusion de la Partie I.....	384

Partie 2 – La nécessité d’une conception de la compétence internationale fondée sur des considérations substantielles386

Titre 1 – La justice procédurale du système de compétence internationale..... 389

Chapitre 1 – La perte de vigueur de l’objectif de protection juridictionnelle du défendeur	391
Section 1 – L’affirmation de la protection du défendeur par le <i>forum rei</i>	391
§1 – Le principe de protection juridictionnelle du défendeur par le <i>forum rei</i>	391
I. Le fondement du <i>forum rei</i>	391
II. Le caractère partagé de la solution.....	393
§2 – La portée limitée de la solution.....	399
Section 2 – L’effritement de la protection du défendeur en dehors du <i>forum rei</i>	400
§1 – L’ambivalence de la condamnation des fors exorbitants	400
I. Une franche condamnation	400
II. La persistance des fors exorbitants : for de la nationalité du demandeur et <i>forum arresti</i>	403
A. La détermination de la fonction du privilège	404
1) Le choix d’une dérogation au <i>forum rei</i>	404
2) Le caractère nationaliste de la dérogation.....	411
B. Les choix de politique procédurale en droit comparé	412
§2 – L’ambivalence de la lutte contre la multiplication des fors proximités.....	417
I. La perception paradoxale de l’ouverture d’une compétence complémentaire en droit national	418
A. La position claire du droit de la compétence territoriale interne en faveur du demandeur	418
B. L’occultation de la faveur au demandeur en compétence internationale au profit de la bonne administration de la justice.....	422
II. La continuation du paradoxe en droit judiciaire de l’Union européenne	425
A. La faveur au demandeur, sous couvert d’analyse proximités	425
B. Les tentatives d’endiguement de la faveur au demandeur par le principe d’interprétation stricte des exceptions au <i>forum rei</i>	431
1) La désactivation du fait générateur	434
2) L’interprétation stricte du rattachement par la matérialisation du dommage....	436
3) La limitation de la compétence	442
Conclusion du Chapitre I.....	445
Chapitre 2 – Le renversement effectif du choix en faveur de la protection du demandeur : l’essor du <i>forum actoris</i>	447
Section 1 – La faveur au demandeur dans la règle de compétence.....	447
§1 – Le passage du <i>forum delicti</i> au <i>forum actoris</i>	448

I. Le <i>forum actoris</i> partiel caché (prolongation de l'arrêt <i>Fiona Shevill</i> dans les cyber-délits).....	448
A. Le choix en faveur de l'accessibilité au stade de la compétence	448
B. La recherche d'un équilibre à travers la limitation de la compétence du for	453
II. La multiplication des <i>forum actoris</i> « intégraux »	455
A. Le <i>forum actoris</i> intégral assumé	455
B. Les <i>forum actoris</i> intégraux cachés	457
C. La faveur au demandeur en matière de produits défectueux.....	460
III. L'escamotage de la causalité	464
§2 – Les choix de politique juridictionnelle dans les règles de compétence dérivée	468
I. Choix de politique juridictionnelle du point de vue de la consécration des règles de compétence dérivée	470
A. Etendue du choix de déroger au <i>forum rei</i>	470
1) La quasi-indifférence des systèmes de compétence à l'extension de la compétence aux moyens de défense et incidents	471
2) La sensibilité des systèmes de compétence à l'extension de compétence aux demandes incidentes.....	473
3) La sensibilité des systèmes de compétence à la prorogation de compétence à l'égard des codéfendeurs.....	474
4) Le rejet par le droit judiciaire européen de la prorogation générale de compétence fondée sur la connexité	475
B. Condition tenant à la qualité du défendeur originaire	479
1) L'exigence de qualité du défendeur-ancre	479
2) L'exigence de qualité du défendeur originaire.....	484
II. Choix de politique juridictionnelle du point de vue de la connexité	485
Section 2 – Le régime de la compétence internationale au service de la protection du demandeur	494
§1 – La légèreté de l'office du demandeur	495
§2 – La double limitation de l'office du juge en faveur du demandeur	497
I. L'interdiction faite au juge de soulever d'office l'incompétence : le droit du demandeur de bénéficier de l'acquiescement du défendeur.....	498
II. L'interdiction faite au juge de moduler sa compétence : le droit du demandeur de bénéficier de la compétence de la juridiction saisie.....	503
A. Une interdiction partagée en faveur du demandeur	503
1) La prohibition du <i>forum non conveniens</i> dans un système de compétence assurant la protection juridictionnelle du défendeur.....	504
2) La prohibition du <i>forum non conveniens</i> dans un système de compétence n'assurant pas au défendeur d'être attiré à son domicile	507
B. Les fondements d'une interdiction	509

1) La place du facteur de justice procédurale dans le <i>forum non conveniens</i>	510
2) La critique du résultat de justice procédurale	523
3) La critique de la politique substantielle.....	527
Conclusion du Chapitre II et du Titre I.....	531
Titre 2 – La justice substantielle du système de compétence internationale	534
Chapitre 1 – Le système général de poursuite d’une politique substantielle par la règle de compétence internationale : la consécration d’une nouvelle compétence de protection de la victime	537
Section 1 – La justice procédurale à l’épreuve des objectifs de la responsabilité civile	538
§1 – La tentation de faire triompher les objectifs de la responsabilité civile sur ceux de la justice procédurale.....	538
I. La justice procédurale à l’épreuve de la fonction de réparation de la règle de compétence	539
A. La voie d’un droit processuel spécial de la responsabilité extracontractuelle acquis à la réparation du préjudice.....	539
B. Le problème du renversement des options de compétence par les actions dénégatoires	545
II. La justice procédurale à l’épreuve de la fonction normative de la responsabilité.....	554
A. L’impression de la fonction normative de la responsabilité civile sur la compétence internationale.....	554
1) La fonction normative de la responsabilité civile extracontractuelle dans l’ordre interne	554
2) La fonction normative de la responsabilité civile extracontractuelle dans l’ordre international	559
3) L’influence de la fonction normative de la responsabilité sur la règle de compétence internationale.....	578
B. L’argument de <i>private enforcement</i> en faveur d’une dérogation au <i>forum rei</i>	581
§2 – Les risques de faire prévaloir les fonctions de la responsabilité civile sur les enjeux de justice procédurale : le <i>forum shopping</i>	585
Section 2 – La recherche d’un équilibre entre protection juridictionnelle du défendeur et faveur au demandeur : le <i>forum victimae</i>	593
Sous-section 1 – Première proposition : un <i>forum actoris</i> contrôlé.....	594
§1 – Du <i>forum delicti</i> au <i>forum victimae</i>	594
§2 – La nécessité d’un contrôle systématique	596
Sous-section 2 – Deuxième proposition : l’émergence d’une compétence de protection en matière délictuelle	599
§1 – Contours de la protection juridictionnelle de la partie faible	599
I. L’émergence de la protection juridictionnelle des parties faibles nommées	600
A. L’avènement de la protection juridictionnelle des parties faibles	600

B.	L'intervention des considérations substantielles dans la protection juridictionnelle des parties faibles nommées	607
C.	La fonction d'utilité générale de la règle de protection des parties faibles.....	613
II.	La notion de partie faible du point de vue de la règle de compétence internationale	615
A.	Approche fonctionnelle semi-abstraite de la catégorie des parties faibles.....	615
B.	La nécessité de mêler les approches relatives et par seuil de la notion de faiblesse	627
§2 –	Pour une protection juridictionnelle de la victime partie faible.....	633
I.	L'extension de la qualification de partie faible à la victime délictuelle.....	633
A.	La victime comme partie faible.....	633
B.	L'appui en droit positif : identification du besoin de protection de la victime	637
II.	Le régime envisagé pour une protection de la victime partie faible	640
A.	Les conditions.....	640
1)	Une victime, partie faible.....	640
2)	La question de la prévisibilité pour le professionnel.....	642
B.	Le moyen : un <i>forum actoris</i> limité et asymétrique.....	651
1)	Consécration du <i>forum actoris</i> dans les actions individuelles.....	651
2)	Exclusion du <i>forum actoris</i> dans les actions de groupe.....	651
	Conclusion du Chapitre I.....	658
	Chapitre 2 – Une hypothèse particulière de poursuite d'une politique substantielle par la règle de compétence internationale : l'établissement de la compétence en raison d'un intérêt substantiel du for	659
	Section 1 – L'influence d'une politique législative du for sur la compétence	660
§1 –	L'influence d'une politique législative sur l'organisation de la compétence : la compétence-relai.....	661
I.	L'intervention de politiques législatives en matière extracontractuelle.....	661
A.	Les politiques législatives en matière de responsabilité civile extracontractuelle en droit français	661
1)	Les caractéristiques des politiques législatives en cause.....	662
a)	La catégorie de lois de police en matière délictuelle	663
b)	Les politiques législatives faisant l'objet d'une règle de conflit bilatérale.....	665
2)	Les fausses lois de police	669
a)	Les fausses lois de police (et de vrai droit public).....	669
b)	Les fausses lois de police (et vraies exceptions d'ordre public international)	671
3)	Les vraies lois de police en matière extracontractuelle	674
B.	L'unilatéralisme en matière de politiques législatives de droit de l'Union européenne	681

C. L'unilatéralisme en matière de politiques législatives dans les lois fédérales américaines	685
II. Bien-fondé de la compétence-relai	688
A. Le rejet de la prohibition des compétences-relai sur le fondement du principe d'indépendance des compétences.....	688
1) Le caractère non-déterminant de l'argument conceptuel.....	688
2) Le caractère infondé des craintes de détournement de la règle de compétence	696
B. La critique du postulat l'absence d'intérêt du for à la mise en œuvre des sanctions privées	701
C. L'intérêt pratique de la compétence-relai dans un système de compétence pléthorique.....	706
§2 – L'impact d'une politique législative sur le régime de la compétence	711
I. Existence d'une clause attributive de juridiction en faveur des tribunaux d'un Etat tiers	713
II. Existence d'une clause attributive de juridiction en faveur des tribunaux d'un Etat membre.....	719
Section 2 – L'influence des valeurs fondamentales du for sur la compétence	731
§1 – L'intervention de l'ordre public international au stade de la compétence internationale	731
I. La compétence fondée sur la prohibition du déni de justice : le for de nécessité	732
II. La compétence fondée sur le respect de certains droits fondamentaux	754
§2 – Le conflit de droits fondamentaux au stade de la compétence internationale	759
Conclusion du Chapitre II et du Titre II	764
Titre 3 – Les considérations substantielles dans les relations des appareils de justice étatiques	766
Chapitre 1 – Les considérations substantielles comme justification de la pluralité des systèmes de compétence	768
Section 1 – La distinction des systèmes de compétence par la fongibilité.....	771
§1 – La notion de fongibilité	772
§2 – Mise en œuvre de la notion en droit positif	775
I. L'appréciation de la fongibilité dans l'effet des jugements étrangers (droit commun et convention simple).....	775
II. L'appréciation de la fongibilité dans la compétence internationale directe (droit commun ou convention double).....	778
III. L'appréciation de la fongibilité au sein du système de compétence de Bruxelles I.....	786
§3 – L'influence de la fongibilité sur les choix de politique juridictionnelle	790
Section 2 – L'applicabilité d'un système de compétence fondé sur des considérations substantielles : la question des bénéficiaires.....	795
Conclusion du Chapitre I.....	807

Chapitre 2 – Les considérations substantielles dans la gestion de la concurrence des systèmes juridictionnels	809
Section 1 – Les considérations substantielles dans le contrôle de la compétence indirecte	809
§1 – Le contrôle de la compétence indirecte en lui-même : de la proximité aux considérations substantielles	810
I. Une théorie non-proximiste du contrôle de la compétence indirecte	811
II. Les considérations substantielles dans l’organisation concrète du contrôle de la compétence indirecte	822
A. Le renforcement de la protection du demandeur par la suppression du contrôle de la compétence indirecte dans le système de Bruxelles (I).....	823
B. Les conditions du contrôle fixées par l’arrêt <i>Simitch</i>	824
1) La réserve d’une compétence exclusive française.....	824
a) Compétences exclusives entre absence de pouvoir de juridiction et simple opportunité.....	827
b) Compétences exclusives entre considérations procédurales et considérations substantielles	830
2) Le critère d’un lien caractérisé entre le tribunal étranger et le litige	832
3) La réserve de la fraude	835
§2 – Le contrôle de la compétence indirecte dans son contexte : les limites du libéralisme	837
I. La fongibilité des critères de contrôle	837
II. La politique du contrôle.....	841
Section 2 – Les considérations substantielles dans la litispendance.....	846
§1 – La litispendance comme renonciation à la réalisation du système français.....	847
§2 – Le rôle du contrôle de la compétence indirecte dans la litispendance	852
Conclusion du chapitre II et du Titre III	858
Conclusion générale.....	860
BIBLIOGRAPHIE	864
Index.....	895